

## **Class action contre la 5G : une étude révèle que 67% des Français sont pour le moratoire**

Paris, le mercredi 16 septembre 2020 : L'action collective en justice contre la 5G initiée par déjà plus de 4000 français ([g5raisons.fr](https://www.g5raisons.fr)) ressort renforcée par une étude OpinionWay selon laquelle 67,7% des répondants jugent "nécessaire" le moratoire sur le déploiement de la 5G – avec un fort consensus au sein de la population française, quels que soient le sexe, l'âge, la région d'habitation, et la catégorie professionnelle. C'est ce que révèle une étude réalisée auprès de la population française, par OpinionWay pour MySmartCab <sup>1</sup>. Prise comme telle, la formule d'Emmanuel Macron qui qualifie les opposants à la 5G relevant du "modèle Amish" concernerait alors deux tiers des Français.

Alors que les opérateurs pré-déplient déjà leurs antennes 5G <sup>2</sup> et que la vente aux enchères des fréquences devrait avoir lieu le 29 septembre, les résultats des études sanitaires ne sont pas attendus avant 2021. Aussi, 98% des participants à la convention citoyenne pour le climat avait voté un moratoire. Dans ce contexte, MySmartCab prépare une **action collective en justice visant à aboutir à un moratoire**, objectif souhaité par une majorité qualifiée des Français selon un sondage réalisé les 26 et 27 août auprès de 1003 Français représentatifs.

### **Plus de 80% des Français jugent nécessaire d'avoir les résultats des études avant le déploiement 5G**

Selon 82% des Français « *il faudrait d'abord faire les études sanitaires nécessaires pour combler le manque de données sur les effets de la 5G* ». En outre, près de 8 Français sur 10 jugent qu'à défaut d'être réalisées avant le déploiement, les études sanitaires n'auront pas d'utilité (78%).

Si l'IGAS, service du Gouvernement, vient de rendre à sa demande un rapport prêchant pour une absence d'effets sanitaires déjà "avérés", l'ANSES préalablement saisie de la question ne doit rendre son avis que début 2021, soit postérieurement aux enchères d'attribution à hauteur de 2.1 MD€ pour l'État. Et, contrairement à l'IGAS, l'ANSES souligne "un manque important voire une absence de données relatives aux effets biologiques et sanitaires potentiels" <sup>3</sup>.

### **70% des Français perçoivent la 5G comme une menace pour leur vie privée**

3/4 des Français estiment que le déploiement de la 5G aura un impact négatif sur l'environnement, que ce soit en raison d'un bond de la consommation d'électricité (75%) ou à cause des extractions minières (73%) entraînées par cette technologie.

L'étude révèle également que la 5G est comprise comme une menace potentielle : **72% des Français anticipent une atteinte à leur vie privée** si l'usage d'objets connectés se multiplie et autant estiment que « *la 5G et la multiplication des objets connectés vont dégrader les relations humaines* ».

### **85% de la population considèrent que la 5G peut attendre, et préfèrent la fibre pour tous**

Le déploiement de la 5G n'est pas une priorité pour une majorité qualifiée des français, au contraire de l'accès à la fibre qu'ils aimeraient avoir partout en France (85%). Par ailleurs, la vitesse de connexion mobile via le réseau 4G suffit aux 3/4 d'entre eux. Près de 4 Français sur 5 prévoient que la 5G leur coûte cher, alors qu'elle profitera d'abord aux industriels (79%).

## L'action collective en justice contre la 5G confortée par le consensus révélé par l'étude d'OpinionWay

Pour Maître Arnaud Durand, avocat au barreau de Paris et porteur de la class action ouverte aux français sur [g5raisons.fr](http://g5raisons.fr), « *Cette étude montre qu'un moratoire est nécessaire et rappelle – s'il en était encore besoin – quelques éléments de bon sens comme le fait que les études (indépendantes) sur les effets sanitaires n'ont une utilité que si elles sont réalisées avant le déploiement de la 5G. L'action collective en Justice déjà rejointe par plusieurs milliers de Français en ressort renforcée.* ».

1. Etude OpinionWay pour MySmartCab réalisée en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 1003 Français âgés de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération). Les interviews ont été réalisées du 26 au 27 août 2020.  
[Voir l'étude détaillée, réalisée par OpinionWay pour MySmartCab](#)
2. Précédent communiqué relatif à la genèse du projet d'action collective en Justice et au prédéploiement de la 5G : [g5raisons.fr/ressources/5G-classaction-predeploiement-antennes.pdf](http://g5raisons.fr/ressources/5G-classaction-predeploiement-antennes.pdf)
3. <https://www.anses.fr/fr/content/la-technologie-5g>

### **A propos de MySmartCab**

**Sondage détaillé :** [g5raisons.fr/sondage-5g](http://g5raisons.fr/sondage-5g)

Créée en 2016 par Me Christophe Lèguevaques (Avocat au barreau de Paris), MySmartCab est une plateforme d'actions collectives au service des citoyens. Elle regroupe des personnes dispersées, dépourvues – seules – de toute influence, ayant un litige similaire afin de créer un rapport de force face à des adversaires de taille. Regroupant cinq avocats expérimentés, des contributeurs experts viennent renforcer l'équipe. MySmartCab défend les plaignants des affaires Levothyrox, chlordécone aux Antilles, UberEats, le refus du Linky, la suspension de la 5G, ou encore le Droit de soigner et d'être soigné.

Contact presse :

Sandrine Beaulieu - Mia Com

06 23 43 65 41 – [s.beaulieu@mia-com.com](mailto:s.beaulieu@mia-com.com)

Contacts avocats porteurs de la class action :

Me Christophe Lèguevaques – 06 80 64 74 98

Me Arnaud Durand – 06 52 02 31 55